

EDITO



FR-PP 18-7
MILITARY POLICE

FIAN Echo

> Hiver 2018

INTERPELLER - MOBILISER - LUTTER
POUR LE DROIT À L'ALIMENTATION !



Le Brésil a longtemps été une image d'Épinal d'abord du problème climatique à cause de la déforestation de l'Amazonie, le « poumon vert », ensuite de la lutte contre la faim grâce aux programmes alimentaires de Lula. Il est maintenant au centre de l'actualité à cause de l'élection de Bolsonaro, pour des raisons sociales de corruption, d'inégalité et de sécurité. Exit, la question écologique ? Pas vraiment. La richesse du Brésil provient toujours de l'exploitation de ses ressources naturelles : bois, agriculture (soja, café, sucre, tabac, fruits), élevage (volaille, bœuf), minerais (fer, or), pétrole. Une exploitation systématique qui hisse le Brésil dans le top 10 des PIB mondiaux. « Ordre et progrès » : cette devise n'a pas de sens dans un pays où 10% des plus riches concentrent 55% des revenus en 2015.

Cette fois, FIAN vous propose un aperçu de l'état du droit à l'alimentation au Brésil. Bonne lecture !

Jonathan Peuch, membre du Conseil d'Administration

Brazilië kwam in het verleden vooral ter sprake in verband met het klimaatprobleem ten gevolge van het verdwijnen van het Amazonewoud, de "groene long". Nadien in verband met de strijd tegen de honger dankzij de voedselprogramma's van Lula. Brazilië staat vandaag weer in het middelpunt van de actualiteit omwille van de verkiezing van Bolsanora en om sociale redenen, corruptie, ongelijkheid en onveiligheid. Exit het ecologisch vraagstuk? Niet echt. De rijkdom van Brazilië komt nog steeds voort uit de exploitatie van zijn natuurlijke rijkdommen: hout, landbouw (soja, koffie, suiker, tabak, fruit), vee (gevogelte, rundvlees), mineralen (ijzer, goud), olie. Een systematische uitbuiting waardoor Brazilië in de top 10 van het mondiale BBP komt te staan. "Orde en vooruitgang": dit motto houdt geen steek in een land waar, in 2015, 55% van de totale inkomsten naar de rijkste 10% van de bevolking gingen. Deze keer, geeft FIAN een overzicht van het recht op voedsel in Brazilië. Veel leesplezier!

Jonathan Peuch, lid van de Raadbestuur

Brasilien war lange Zeit ein Paradebeispiel wenn es um Klimaprobleme ging wegen der Abholzung des Amazonas-Regenwaldes, der "grünen Lunge", dann aber auch wegen der Bekämpfung des Hungers durch Lulas Ernährungsprogramme.

Heute steht das Land im Mittelpunkt des Zeitgeschehens, wegen dem Wahlsieg von Bolsonaro und dies aus sozialen Gründen wie Korruption, Ungleichheit und Unsicherheit.

Ist damit die ökologische Frage bedeutungslos geworden? Nicht wirklich ! Brasiliens Reichtum entstammt noch immer der Nutzung seiner natürlichen Ressourcen: Holz, Landwirtschaft (Soja, Kaffee, Zucker, Tabak, Obst), Viehzucht (Geflügel, Rindfleisch), Erzabbau (Eisen, Gold), Petroleum. Eine systematische Ausbeutung, die Brasilien weltweit auf die Liste der 10 Länder mit dem höchsten Bruttoinlandsprodukt bringt.

"Ordnung und Fortschritt": Dieser Wahlspruch ist sinnlos in einem Land, in dem 10% der Reichsten 55% des Jahreseinkommens 2015 auf sich vereinen. In dieser Ausgabe bietet Ihnen FIAN einen Überblick über den Stand des Rechts auf Nahrung in Brasilien. Wir wünschen Ihnen eine aufschlussreiche Lektüre!

Jonathan Peuch, Mitglied des Verwaltungsrates

SOMMAIRE

Edito	> 1
La vie de FIAN	> 2
FIAN Actu	> 2
Les copains en action	> 5
FIAN Théma	> 6
Agenda	> 12



La vie de FIAN



FLORENCE: 10 ANS CHEZ FIAN, 10 ANS DE LUTTE

Fraîchement débarquée de ses études en droits de l'homme, Florence arrive chez FIAN un peu par hasard. Après une brève passation avec l'ancien coordinateur, elle se retrouve seule au bureau. Les financements manquent et vont même s'arrêter un temps. Mais grâce à sa détermination et à celle des militants et des membres du CA, les activités ne vont jamais cesser et FIAN va renaître de ses cendres. Aujourd'hui, FIAN compte une équipe de 8 employés (à temps partiel), près de deux cents membres et des dizaines de militants actifs. En 10 ans, Florence a participé à des négociations internationales importantes comme les Directives pour la gouvernance foncière ou la Déclaration sur les droits des paysan.ne.s et elle a pu défendre des cas emblématiques de FIAN (les Guaranis au Brésil, Malen en Sierra Leone, Mubende en Ouganda, Essakane au Burkina, etc.). Son énergie et son investissement continuent de porter les combats de FIAN au quotidien. 10 ans de lutte, ça valait bien un petit clin d'oeil !

Merci Flo!

FIAN ACTUS

GREENWASH-ING TOUR

En octobre, nous étions en Speaker Tour, accompagnés de Fassia Vandy, représentante de MALOA, l'association qui défend les communautés locales de Malen affectées par les activités de SOCFIN en Sierra Leone, et de Joseph Rahall, directeur Green Scenery, partenaire national. Après avoir participé à la session de négociation du Traité contraignant (Binding Treaty) à Genève, nous dénonçons les investissements toxiques de la banque ING à des entreprises d'huile de palme, comme SOCFIN, devant le siège d'ING à Bruxelles. Malgré cette action et à la suite de deux années de dialogue avec la banque, cette dernière ne nous apporte toujours pas de réponse claire quant à ses futurs investissements.

Les différentes ONG (AEFJN, CNCD-11.11.11, Entraide & Fraternité, FairFin, Financité, Milieudefensie, Oxfam Solidarity, Oxfam Wereldwinkels, ReAct et SOS Faim), les citoyennes et citoyens, réclament un positionnement de la part de la banque et continuent donc leurs actions. Déguisé.e.s en lion.ne.s, ils se sont rendus dans différentes agences du pays (Namur, Liège, Gand et Bruxelles) afin d'interpeller directement les directions d'agences ING et de sensibiliser les personnes employées et clientes aux pratiques de la banque, contraires à ses engagements sociaux et environnementaux.

Suite à ces actions, la Direction de ING Belgique s'est engagée à revenir vers le collectif d'ONG dans les prochains jours avec des propositions de mesures concrètes dans le cadre d'un dialogue renouvelé.

A suivre sur <http://greenwash-ing.be/>

APRÈS GENÈVE, C'EST NEW YORK QUI VOTE LA DÉCLARATION DES DROITS DES PAYSAN.NE.S !

Ce 19 novembre, le texte de la Déclaration des droits de paysan.ne.s, adopté en septembre dernier au Conseil des Droits de l'Homme à Genève, a été mis au vote à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies¹ à New York.

Résultat : les Etats ont massivement voté favorablement à l'adoption définitive de la Déclaration par l'Assemblée générale des Nations Unies (119 votes en faveur, 7 votes contre et 49 abstentions) ! Une victoire pour les paysan.ne.s du monde entier, mais une déception teintée de révolte pour les organisations paysannes et la société civile européenne et belges en particulier. Car une fois encore, la majorité des Etats européens², dont la Belgique, se sont fait remarquer en s'abstenant sur cette question capitale pour l'avenir de toute l'humanité.

En Belgique, c'est l'incompréhension totale quant à la décision d'abstention de Didier Reynders alors que toutes les voix rurales appelaient un positionnement positif. En effet, ces dernières semaines, tant le monde politique, qu'agricole, académique et associatif avaient multiplié les démarches vis-à-vis du Ministre des Affaires étrangères afin que la Belgique vote « oui » à ce texte. Et au-delà du texte, cette position suscite une inquiétude quant au manque de respect d'une prise de décision démocratique. Au niveau européen, plusieurs institutions, dont le Conseil Economique et Social Européen et le Parlement Européen, avaient appelé explicitement les Etats membres à voter pour les droits des paysans à l'ONU. En Belgique, les trois ministres régionaux de l'agriculture (Joke Schauvliege, Céline Frémault et René Collin) ont eux aussi appelé le Ministre des Affaires Etrangères à adopter la Déclaration onusienne. Au niveau fédéral, Marie Christine Marghem (Ministre du Développement durable) a demandé à la Belgique de faire avancer son positionnement. « Ce qui nous déçoit le plus, c'est que sur cette question, il y avait un vrai consensus au niveau agricole, prouvant le dépassement du débat idéologique » explique Vincent Delobel.

Il faudra quelques temps aux paysan.ne.s et autres personnes travaillant dans les zones rurales pour se remettre de ce manque de courage politique européen, mais cela n'entachera pas l'espoir que suscite l'adoption de la Déclaration au niveau mondial ! *"L'adoption de cette Déclaration des Nations Unies est un tournant pour le système international des droits de l'homme. A l'heure où l'ONU risque sa légitimité par une promotion biaisée des intérêts des entreprises, cette déclaration montre qu'il est possible de revitaliser le mandat initial de l'ONU"*, conclut Sofia Monsalve Suárez, secrétaire générale de FIAN International.

¹ Le Conseil des Droits de l'Homme a été créé par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 2006 comme un organe subsidiaire à celle-ci, avec le mandat de lui formuler des recommandations pour la poursuite du développement du droit international en matière de droits humains. C'est l'entérinement par l'Assemblée Générale qui place véritablement le texte dans le droit international.

² Seuls 5 Etats (Luxembourg, Moldavie, Portugal, Serbie, Suisse) reconnaissent l'urgence d'appuyer les paysannes et paysans en affirmant leurs droits les plus fondamentaux, nécessaires à l'accomplissement de leur mission : nourrir les générations futures tout en préservant notre planète.



"CLAIM THE CLIMATE" AVEC LES AGRICULTEURS ET LEURS TRACTEURS: POUR UNE AGRICULTURE RESPECTUEUSE DU CLIMAT ET DES PAYSANS

Ce dimanche 2 décembre, à la veille de la COP24 (24ème Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques), la mobilisation "Claim The Climate" a réuni plus de 75 000 personnes dans les rues de Bruxelles. Parmi elles, les agricultrices et agriculteurs, avec le Mouvement d'Action Paysanne, la FUGEA, ECVC - European Coordination Via Campesina et les Brigades d'Actions Paysannes étaient présents pour exiger une politique climatique socialement juste et ambitieuse!

Pourquoi descendre dans les rues avec des tracteurs? C'est une manière de mettre en lumière les agricultrices et agriculteurs qui sont des victimes de premier plan des dérèglements climatiques et de revendiquer une agriculture paysanne, seule à même d'avoir un effet positif sur le climat, l'environnement, la santé, l'emploi et l'alimentation.

L'agriculture a de nombreux liens avec le climat : si elle est à la fois responsable directement de 15 à 20 % des émissions de gaz à effet de serre, et à la fois directement impactée par les évolutions du climat, elle est aussi une partie de la solution grâce à des pratiques agricoles peu émissives de gaz à effet de serre. En effet, notre système agricole est majoritairement dépendant des énergies fossiles et des intrants chimiques : il est coûteux, fragile et fortement émetteur de gaz à effet de serre. Certaines études estiment que l'ensemble du système agro-industriel mondial représenterait entre 44 et 57% des émissions de GES si l'on rajoute le transport des produits agroalimentaires, les déchets, la transformation, l'emballage, la déforestation liée à l'agriculture, etc.

Un nouveau système alimentaire pourrait être un élément essentiel des solutions au changement climatique. Mais il est également nécessaire de soutenir les agriculteurs face aux changements climatiques, afin de faire évoluer les pratiques.

> Nous vous invitons à aller lire le dernier numéro du "Beet The System" pour plus d'informations sur les liens entre agriculture et climat, ainsi que le compte-rendu de notre workshop sur ce même thème : www.fian.be

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

3 MINUTES 22 SECONDES

Vidéo : "Tout va bien #20 - Agriculture et climat : on fait quoi ?"

Mais que peut-on faire pour lutter contre le réchauffement climatique? Six réponses concrètes et cohérentes entre elles, sont apportées dans les vidéos #Climat du média "Tout va bien". Après un focus sur l'énergie et l'économie, on nous parle maintenant ... d'alimentation et d'agroécologie ! Le message clé : ce sont les paysans et paysannes qui nous nourrissent. Avec 8% des terres, ils produisent 70% de l'alimentation mondiale. Ce sont eux les expert.e.s que nous devons écouter. Louise, chargée de communication de FIAN Belgium, vous explique cela en 3 minutes.

> https://youtu.be/YPwrh5_KCLs

LES COPAINS EN ACTION

CONFLIT FONCIER EN RDC

Neuf communautés de la République démocratique du Congo ont accompli un geste historique début novembre en déposant une plainte auprès de la banque de développement allemande (Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft, DEG) qui est impliquée dans le financement de Feronia, industrie canadienne d'exploitation d'huile de palme. Les communautés veulent une solution à ce conflit foncier qui remonte à la période coloniale belge. Ils affirment que le vol illégal de leurs terres et forêts traditionnelles les a privés des moyens de nourrir et d'héberger leurs familles et de gagner leur subsistance.

> Pour plus d'info: <https://www.fian.be/plainte-des-communautés-RDC>

VICTOIRE POUR LE BOIS DES CROISSETTES

La mobilisation citoyenne a porté ses fruits !

Dans le dernier numéro du FIAN Echo, on vous parlait du collectif "Occupons le terrain" et de trois luttes qui ont lieu en ce moment en Belgique avec comme point commun de vouloir préserver des espaces naturels menacés. Bonne nouvelle, le bois des Croisettes restera public! Une victoire pour les biens communs rendue possible grâce à l'importante mobilisation citoyenne. Les 136 hectares de propriété forestière située sur la commune de Chiny ne pourront pas être vendus. Le domaine des Croisettes continuera donc de bénéficier du régime forestier. Pour la ferme du Petit Sart (menacée par la construction d'un barrage) et le parc du Ry-Ponet (menacé par un projet immobilier sur 35 hectares), la mobilisation continue !

> Pour être tenu.e au courant : www.occuponsleterrain.be

LES BRIGADES D'ACTIONS PAYSANNES

Décentralisation et solidification du réseau

Pour celles et ceux qui seraient passés à côté, les "BAP" c'est un outil facile qui permet de centraliser chantiers et actions en soutien aux paysan.ne.s. Participer au BAP, c'est rencontrer d'autres personnes qui partagent vos valeurs et acquérir de nouvelles compétences, le tout dans une ambiance conviviale ! De nombreuses fermes dans tout le pays sont déjà partenaires des Brigades. Mais pour que tout cela roule, les BAP ont besoin de coordinateur.rices de chantiers. Quésaco? Ce sont des brigadistes qui sont prêts à s'investir un peu plus dans les BAP afin de faciliter l'organisation d'un chantier. Rien de bien sorcier, il s'agit de prendre un peu de temps pour s'assurer que le chantier soit une réussite pour tous.

> Pour rejoindre les BAP : www.brigadesactionspaysannes.be ou envoyez directement un mail à alice@fian.be

FOCUS SUR LE BRÉSIL

Les élections au Brésil ont eu lieu le 28 octobre 2018. Jair Bolsonaro, le candidat du Parti social-libéral (PSL) est élu au second tour avec 55,1 % des voix face à Fernando Haddad, candidat du Parti des travailleurs. Il prendra la présidence le 1er janvier 2019. Très critiqué par les associations écologiques pour son programme sur l'environnement, ainsi que pour ses prises de position controversées (entre autres sur les femmes, les personnes homosexuelles et les peuples indigènes); on apprend maintenant qu'avec son nouveau gouvernement, ils renoncent à accueillir la COP25 en 2019. En tant qu'association de défense des droits humains, nous ne pouvons rester muets sur le sujet. Nous vous proposons donc un Focus sur le Brésil avec le Mouvement des Sans Terre et le SPG, le cas Guarani Kaiowa et enfin, la politique de sécurité alimentaire au Brésil.

LE MOUVEMENT DES SANS TERRE, UN EXEMPLE POUR NOS SYSTÈMES PARTICIPATIFS DE GARANTIE AGROÉCOLOGIQUE ?

Dans les circuits courts belges, et notamment chez les GASAP, on s'active autour des SPG, les fameux « systèmes participatifs de garantie », pour faire avancer l'agroécologie. Mais savez-vous que le Mouvement des Sans Terres brésilien a mis au point des SPG depuis déjà plusieurs années ? Ils peuvent inspirer en Belgique. J'étais sur place en septembre, et ai visité la coopérative COOTAP, issue du MST, dans l'Etat brésilien de Rio Grande do Sul, à 16 km de Porto Alegre.

I. LES SANS TERRE EN MOUVEMENT

Le Mouvement des Sans Terres (*MST - Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra*) est un mouvement politique et social, rattaché au mouvement international qu'est La Via Campesina, composé de travailleurs ruraux sans terres. Ceux-ci sont les ouvriers des grandes exploitations agricoles (« *fazenda* », les « *latifundias* » brésiliennes) qui recouvrent le Brésil depuis



la colonisation portugaise, mais qui ont été écartés des champs¹ depuis la révolution verte (mécanisation, chimie,

cultures d'exportations, concentration des terres), notamment au moment de la dictature militaire (1964-1985).

Le MST est constitué d'organisations paysannes marxistes appuyées par des organisations catholiques, et en particulier la Commission Pastorale de la Terre. Le MST a été fondé en 1984 autour de la revendication d'une réforme agraire et d'une redistribution des terres agricoles, bien que la première occupation remonte à 1979, dans l'Etat de Rio Grande do Sul. Cette revendication politique est associée à une pratique de terrain précise : se réapproprier les terres laissées improductives par les grands propriétaires, en s'appuyant sur l'article 188 de la constitution de 1988 (juste après la chute de la dictature), qui stipule qu'« *il incombe à l'Union de s'approprier, par intérêt social, aux fins de la réforme agraire, le bien rural qui n'accomplit pas sa fonction sociale* ». La fonction sociale de la terre, c'est permettre aux hommes et aux femmes de se nourrir dans la dignité.

Comment procèdent-ils ? En suivant deux étapes. D'abord, il faut repérer puis occuper un lopin qui est potentiellement productif mais délaissé, et y installer un groupe de familles volontaires (parfois moins d'une dizaine, parfois plus d'un millier...). C'est la fondation de l'acampamento, qui comprendra aussi, peu de temps après, des écoles et des centres de santé. Ensuite, en s'appuyant sur la constitution et sur un rapport de force sur le terrain souvent très musclé (la Commission Pastorale de la Terre dénombre plus de 1700 travailleurs assassinés depuis 1985... !), les occupants cherchent à légitimer leur action et à recueillir le soutien du gouver-

1 D. Estevam, « Mouvement des sans-terre du Brésil : une histoire séculaire de la lutte pour la terre », *Mouvements*, n° 60, no 4, 27 octobre 2009, p. 37-44. « En 2009, le Brésil est l'un des pays à la plus grande concentration de la propriété foncière au monde : 73,7 % des paysans, petits propriétaires, disposent de 12 % de terres, pendant que 0,8 % des paysans en possèdent à eux seuls 31,7 %.



CC BY-NC-SA 2.0 Joyce Fonseca

nement pour subsidier les professeurs, médecins ou encore les achats agricoles. L'acampamento devient alors un *assentamento*. D'après Wikipédia, « *la surface conquise par ces luttes est équivalente à 7 millions d'hectares, ce qui représente 2 fois la superficie du Danemark* ». Pas des brouettes.

II. LE SPG, MAIS QU'EST-CE QUE C'EST ?

En plus de mener à bien ces luttes, le MST s'illustre aussi en ayant mis en place un système participatif garantissant la qualité de leurs produits alimentaires. Mais avant d'entrer dans les détails, quelques mots sur les SPG. Les produits alimentaires sont contrôlés et certifiés : ils doivent répondre à des critères, à des normes. Que l'on pense à l'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC), ou au bio. En Europe, les certificats de conformité à un cahier des charges sont remis par des organismes certificateurs publics (AFSCA) ou privés, des « tiers ». Le « bio » est un bon exemple : un paysan qui veut travailler en bio est contrôlé régulièrement par un organisme certificateur pour vérifier qu'il respecte bien les règles associées au bio. Mais saviez-vous que le bio, avant d'être devenu une norme agricole européenne était fondée sur des... SPG² ?

Les SPG, comment ça marche ? Leur méthode « participative » est conçue et mise en œuvre par les citoyens : groupes de producteurs et de consommateurs le plus souvent. Ceux-ci se réunissent pour inspecter les fermes des producteurs tour-à-tour. Ils posent des questions, évaluent le travail du producteur, suggèrent des améliorations, dans la bienveillance, l'écoute et l'entraide. L'enjeu est d'établir une relation de confiance entre les participants *tout en créant leurs propres normes et bonnes pratiques*, en dehors des règles européennes, des certificateurs tiers de l'AFSCA ou du bio³. Entre producteurs, d'abord, il s'agit de se reconnaître entre

2 B. Sylvander, « Le rôle de la certification dans les changements de régime de coordination : l'agriculture biologique, du réseau à l'industrie », *Revue d'économie industrielle*, vol. 80, no 1, 1997, p. 47-66

3 Toutefois, il est possible et très courant que le SPG s'ajoute aux autres certificats. Ainsi, les producteurs respectent les normes de l'AFSCA, et choisissent d'aller plus loin. On peut cumuler la bénédiction de l'AFSCA, celle du certificateur bio, et celle du SPG local.

pair et d'échanger des pratiques. Entre producteurs et consommateurs, ensuite, pour encourager la vente et la viabilité de la ferme. De plus, les SPG sont des générateurs de liens sociaux et de dynamiques locales, des lieux d'apprentissages et d'échanges qui permettent surtout une adaptation des règles à chaque ferme, dans son contexte particulier et avec ces propres pratiques adaptées au territoire ou à son histoire. Au fil du temps, on n'est

plus vraiment producteur ou consommateur : on devient un « mangeur », acteur conscient et acteur de son alimentation et du système qui la produit.

III. LA COOTAP, UNE COOPÉRATIVE INDUSTRIELLE MARXISTE

Retour au Brésil. La Cootap est la Cooperativa dos Trabalhadores Assentados, l'impressionnante structure de référence au Brésil qui rassemble les 61 assentamentos de la région de Porto Alegre, mais aussi ses 21 acampamentos. Elle associe, sur 4000 hectares, 600 familles qui produisent du riz (400 000 sacs par an !), 96 qui produisent du lait (non certifié, et informellement vendu) et 200 qui produisent des légumes, dont 40 en SPG. En terme de fonctionnement organisationnel, les familles envoient des représentants à l'Assemblée Générale pour décider des grandes orientations de la production et de la commercialisation. L'AG élit un conseil exécutif constitué de représentants des familles, mais aussi de conseillers techniques et administratifs. L'éducation est centrale pour le MST, et la Cootap a mis en place sa propre école supérieure, reconnue par l'Etat, pour former les travailleurs ruraux.

La production de riz est la plus industrialisée : on produit en monoculture, avec des tracteurs imposants sur des surfaces à perte de vue. Le riz est certifié bio par des auditeurs externes. Grâce à l'appui du gouvernement (Parti des Travailleurs), la coopérative a construit 3 grands silos de stockages pour ne pas mélanger leur production bio avec les productions conventionnelles des autres agriculteurs de la région. Le riz est principalement destiné au marché institutionnel : le PAA, le *Programa de Aquisição de Alimentos*, est un programme fédéral remarquable créé en 2003 qui oblige les institutions publiques, lors des achats par marchés publics, à s'approvisionner en partie auprès des producteurs paysans locaux. Cela concerne notamment les banques alimentaires et les restaurants sociaux. Ainsi, ce programme vise à réduire la pauvreté tout en favorisant l'agriculture paysanne.



De plus, le *Programa Nacional de Alimentação Escolar* a une fonction similaire pour les marchés publics des écoles.

Cependant, le riz de la Cootap est également vendu en supermarché (ce qui « rajoute beaucoup de paperasse, mais permet de fournir plus de monde ») ainsi que les feiras qui sont les marchés de plein air ou encore en vente directe, souvent informelle. Enfin, une partie non négligeable (mais variable, « de l'ordre de 20% ») est exportée soit dans le reste de l'Amérique latine, soit aux Etats-Unis ou en Europe, dès que la demande interne est insuffisante. Pour le riz, la certification en bio est déterminante pour valoriser les produits à l'exportation, or elle implique « de convaincre les familles de changer leur mode de production traditionnel ». Le riz du MST offre un exemple décoiffant de mélange entre pratique industrielle et lutte sociale, dans la lignée marxiste, qui dénote avec les luttes agro-écologiques européennes qui sont plutôt basées sur des productions en petite surface. Au Brésil, il s'agit toujours et avant tout de sortir de la misère par le travail. Les guides ont d'ailleurs largement insisté : « on peut produire en bio, et être les moins chers » !

IV. LE SPG DE LA COOTAP

Le SPG de la Cootap concerne 40 des 200 familles de maraîchers. A la base, on retrouve des noyaux constitués de 4 à 10 familles, ce qui peut correspondre à un assentamento. Ces noyaux se rendent régulièrement des visites, environ une fois par mois, pour discuter de leurs pratiques et de leurs difficultés afin de partager des astuces de travail.

En supplément, chaque noyau élit un coordinateur. Tous les coordinateurs se réunissent eux aussi une fois par mois, et sont rejoint par des conseillers techniques de la Cootap. Ensemble, ils forment le « groupe technique » dont la visite est plus formalisée. Il s'agit d'optimiser l'organisation du travail



et des techniques dans les fermes, dans le but d'améliorer les pratiques agroécologiques (terme qui ne sera jamais clairement défini, mêlant condition de travail digne et écologie). La mission du SPG est à la fois d'auto-contrôle et de conseil.

L'idée est de réussir à défendre une conception sociale des pratiques agroécologiques, tout en reconnaissant le besoin de contrôle sur la production. L'intérêt économique est de valoriser le produit sur les marchés locaux et surtout sur les marchés informels. Mais le plus important est sans doute l'intérêt social : partager son expérience, échanger entre pair, assurer une reconnaissance de son travail dans la solidarité.

A la différence de la Belgique, ce SPG brésilien est basé sur les producteurs, tandis que chez nous, l'idée est d'associer dès le départ les consommateurs aux producteurs. Les fermes brésiliennes sont néanmoins ouvertes aux visiteurs, mais ceux-ci se révèlent peu intéressés par la démarche et se fient surtout aux labels. A la Cootap, seuls quelques groupes noyaux associent des consommateurs, ce qui n'empêche pas que l'habitude soit prise dans d'autres parties du Brésil. Les producteurs du MST voudraient développer ce croisement pour deux raisons : « les consommateurs sont solidaires et en empathie avec le producteur et ses difficultés » pendant que, le producteur, en contact avec la demande, peut orienter son activité.

Il se trouve que le Brésil a pendant longtemps (l'avenir est incertain) été pionnier dans la reconnaissance institutionnelle de choses complètement loufoques, comme le bio, l'agroécologie ou... le SPG. Les SPG brésiliens sont reconnus par le Ministère de l'agriculture brésilien (le MAPA). S'ils respectent certaines conditions, les SPG peuvent certifier une ferme en bio, avec la même autorité qu'un organisme certificateur. Chaque État du Brésil transpose la règle ministérielle et établit des règles de conformité, dont le cœur est la transformation d'un SPG en OPAC (*Organização Participativa de Avaliação da Conformidade*). Un OPAC est une sorte de SPG reconnu par

l'Etat. En plus de certaines formalisations administratives, il s'agit principalement pour les SPG d'accueillir dans leur groupe technique, des techniciens de l'administration publique qui vérifient surtout la qualité méthodologique des SPG. Sur le fond de savoir si la production est conforme ou pas au cahier des charges bio, ces techniciens donnent leur avis mais qui n'est pas décisionnel : tous les membres du SPG décident ensemble. Si tous les membres sont d'accord, la production de la ferme est certifiée. La loi fédérale peut aussi permettre à tout collaborateur, consommateur, commerçant ou transporteur de rejoindre le SPG. Lors de ma visite, le SPG de la Cootap n'était pas reconnu comme un OPAC, mais des discussions étaient en cours. Une coopérative voisine (la Cogecac), également issue du MST, était quant à elle reconnue et avait déjà certifiée en bio 170 familles dans l'Etat de Rio do Sul.

Pour conclure, rappelons une péripétie qui frappa les SPG

« PLUS UN SEUL CENTIMÈTRE POUR LES TERRES INDIGÈNES » Les communautés indigènes Guaraní-Kaiowá en résistance



Déjà depuis la fin du 19ème siècle, les populations amérindiennes sont systématiquement expropriées de leurs terres par les colons : « concentration de terres (expropriation des terres indigènes), déboisement record, recours massif aux pesticides, rivières et nappes phréatiques contaminées par les pesticides, extinction quasi totale du gibier et des ressources halieutiques¹ », c'est la triste réalité de la région du Mato Grosso do Sul, dans le centre-ouest du Brésil.

Le peuple indigène des Guaraní-Kaiowá vit dans des minuscules réserves, surpeuplées, depuis l'expansion d'immenses monocultures de soja et de cannes à sucre, par de grands propriétaires terriens et des multinationales. La plupart des jeunes travaillent dans ces plantations où les conditions de travail sont déplorables. Le taux de suicide ainsi que d'alcoolisme élevé en est un indicateur². Ces cultures étant des-

européens : la reconnaissance du bio par l'Etat entraîna leur disparition. L'expérience brésilienne nous montre que l'Etat peut éventuellement aider à la reconnaissance des SPG sans pour autant les faire disparaître, en leur laissant une place à côté des organismes certificateurs. Des SPG en agroécologie au côté des certificateurs du bio ? Et pourquoi pas ?

Jonathan Peuch, membre du CA de FIAN et doctorant à l'UCLouvain

tinées à l'exportation et à la production d'agrocarburants, les populations indigènes n'ont dès lors plus assez de terres pour subvenir à leurs besoins et deviennent dépendants de l'Etat. Si la Constitution brésilienne garantit, en théorie, le droit de ces peuples à disposer de leurs terres d'origine, en pratique, il n'en est rien³.

Les communautés résistent malgré que, dans la région, on compte sur les trente dernières années, plus de 200 défenseurs indigènes des droits humains tués et un taux de mortalité très élevé chez les enfants⁴. L'élection de Jair Bolsonaro vient aggraver la situation : « Plus un seul centimètre pour les terres indigènes », voilà ce qu'a annoncé le prochain président de la République brésilienne au début de l'année, à Dourados, avant de rencontrer des grands propriétaires terriens de la région⁵. Par cette déclaration, il réaffirme ses partenariats avec les puissants de l'agro-business.

La reprise de leurs territoires traditionnels par les Guaraní-Kaiowá, s'appelle les *retomadas* (« reprises » de terre). Ce sont des campements aménagés sur des terres dont ces derniers revendiquent la reconnaissance par l'Etat. Ces stratégies d'occupations de terre ressemblent à celles que les paysans sans terres du Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra (MST) utilisent pour exiger la réforme agraire⁶.

Alice Thirion, stagiaire FIAN Belgium et BAP

Br%C3%A9sil_812369.pdf

1 Oiara Bonilla, "La vitalité des possibles face à l'ascension de l'extrême droite au Brésil", in *Terrestres* : revue des livres, des idées et des écologies [En ligne : <https://www.terrestres.org/2018/11/15/la-vitalite-des-mondes-possibles-face-a-lascension-de-lextreme-droite-au-bresil/>]
2 EPER Entraide Protestante Suisse, Factsheet projet à l'étranger, projet No 812.369, dernière modification le 09.01.2018, [En ligne : https://www.eper.ch/sites/default/files/documents/2018-01/Factsheet18x_

3 Au Brésil, la reconnaissance des terres indigènes, tout comme celles des descendants d'esclaves afro-brésiliens, les quilombolas, est garantie par la Constitution fédérale de 1988 (article 231).
4 EPER Entraide Protestante Suisse, Factsheet projet à l'étranger, op. cit.
5 Oiara Bonilla, "La vitalité des possibles face à l'ascension de l'extrême droite au Brésil", op. cit.
6 La réforme agraire est inscrite dans la Constitution brésilienne, à l'article 184.

UNIEK VOEDSELBELEID IN BRAZILIË BEDREIGD

Het ondenkbare is gebeurd. Zondag 28 oktober werd de extreem-rechtse Jair Bolsonaro verkozen tot president in Brazilië. De racistische ex-militair wil een terugkeer naar de dictatuur, waarbij hij licht met mensenrechten en grove taal spreekt over inheemse volkeren, zwarten, de holebigemeenschap en vrouwen. Sociaal activisme wil hij uitroeien.

Bolsonaro verdeelde de Brazilianen meer dan ooit tijdens deze verkiezingscampagne met stijgend geweld tot gevolg. In Salvador werd de bekende zwarte capoeira meester Moa Katendê vermoord nadat hij openlijk zijn steun betuigde aan de linkse presidentskandidaat Haddad. De beweging 'Ele não' (hij niet), die op veel steun kon rekenen via sociale media, heeft het niet gehaald tegen Bolsonaro's grootschalige 'fake news' campagne die via Whatsapp o.a. leugens verspreidde over Haddad. De campagne zou financiële steun gekregen hebben van privébedrijven. Bolsonaro is dan ook een neoliberal en vriend van de rijke Braziliaanse agribusiness.

Nu Bolsonaro aan de macht komt, zou de vooruitgang die Brazilië boekte op vlak van voedselzekerheid wel eens onder druk kunnen komen te staan. Brazilië maakte tijdens de laatste twee decennia een gestage positieve verandering door op vlak van de strijd tegen extreme armoede en honger, dankzij een uniek intersectoraal en participatief voedselbeleid, het enige in zijn soort wereldwijd. De laatste jaren is de honger weer licht gestegen door de economische recessie in Brazilië met o.a. een stijging van de werkloosheid, maar de score op de wereldwijde honger-index¹ blijft relatief laag.

In 2003 werd het beruchte 'Nul Honger' programma gestart door president Lula. Dit programma bracht honger rechtstreeks in verband met armoede en combineerde socialezekerheidsmechanismen voor arme gezinnen (zoals de beruchte 'Bolsa familia'), met steun voor familiale landbouw en agroecologie (bv. via publieke aanbestedingen voor gezonde schoollunchen), toegang tot water, etc. Latere beleidsprogramma's bouwden hierop voort. Het recentste beleidsplan voor voedselzekerheid² omvat o.a. ook landhervorming,

¹ Global Hunger Index: <https://www.globalhungerindex.org/brazil.html>

² Nationaal plan voor voedselzekerheid, 2016-2019: https://www.mds.gov.br/webarquivos/arquivo/seguranca_alimentar/caisan/plan-san_2016_19.pdf

specifieke acties ter ondersteuning van minderheidsgroepen zoals inheemse volkeren en afstammelingen van slaven, en acties om overgewicht te bestrijden en reclame voor industriële voeding aan banden te leggen.

Dit beleid werd mogelijk gemaakt door een wet die in 2006 het 'Nationale Systeem voor Voedselzekerheid' oprichtte (SISAN - Sistema Nacional de Segurança Alimentar e Nutricional), dat bestaat uit een interministerieel orgaan (CAISAN) van meer dan 20 verschillende ministeries, en een nationale raad voor voedselzekerheid (CONSEA), met 2/3 organisaties uit het middenveld en 1/3 overheidspersoneel. Om de vier jaar organiseert CONSEA een conferentie die aanbevelingen doet voor het beleid. CAISAN schrijft dan het beleidsplan op basis van deze aanbevelingen. Zo kunnen organisaties van het middenveld een belangrijke sturing geven aan dit beleid. FIAN Brasil is ook een actief lid van CONSEA. Verder werd het recht op voedsel sinds 2010 in de Braziliaanse grondwet opgenomen.



Encontro Nacional Segurança Alimentar e Nutricional (Brasília, maart 2018)
Credits: CONSEA



Encontro Nacional Segurança Alimentar e Nutricional (Brasília, maart 2018) - werkgroep

Begin maart van dit jaar kon ik als enige buitenlandse gast een conferentie van CONSEA bijwonen in Brasília. Zo'n 350 deelnemers kwamen vanuit heel Brazilië, waaronder leden van inheemse gemeenschappen en andere minderheden. Het was hartverwarmend om te zien hoe de Brazilianen gepassioneerd streden voor essentiële programma's om honger en ondervoeding tegen te gaan. Tegelijk was het ook ontmoedigend: de bezuinigingen van president Temer zorg-

den ervoor dat cruciale programma's verzwakt of volledig geschrapt werden. Temer bevroor ook alle sociale uitgaven voor ten minste 20 jaar...

Het lijkt zeer onwaarschijnlijk dat Bolsonaro het beter gaat doen. De analyse die CONSEA eind september maakte van de programma's van de verschillende presidentskandidaten over voedselzekerheid belooft alvast niet veel goeds³. Van de 20 sleutelwoorden van het huidige voedselzekerheidsbeleid, vermeld het programma van Bolsonaro er slechts twee: 'Bolsa familia' en armoede. Thema's als familiale landbouw, agro-ecologie, gender, zwarte, inheemse en traditionele volkeren, en landhervorming komen niet aan bod in zijn programma. Van honger ligt Bolsonaro niet wakker.

Daarbovenop wil hij het ministerie van landbouw en dat van milieu samenvoegen, en prioriteit geven aan productie boven bescherming van het milieu. Cruciale ecosystemen zoals het Amazonewoud en de Cerrado wil hij verder te koop zetten... Bolsonaro's neoliberale insteek maakt alvast wel de beurs blij, die in São Paulo recordhoogtes haalt sinds zijn overwinning. De agribusiness en mijnindustrie kunnen op hun twee oren slapen.

Maar het sociale activisme in Brazilië zal zich niet zo snel gewonnen geven! Allianties zijn gesmeed, CONSEA is voorlopig niet uit zijn functie ontslagen en zal blijven vechten voor een beter beleid en de garantie van het recht op voedsel. Dit bleek ook uit de slotverklaring van CONSEA's nationale conferentie, gericht aan de toenmalige presidentskandidaten:

"Wij, de verdedigers van het mensenrecht op voedsel, zijn



Waterval in de Cerrado, Chapada dos Veadeiros

sterk en weerbaar en geven niet op. We zijn aanwezig in de steden, op de velden, en in de wouden en rivieren (...). We mobiliseren de samenleving voor voedselzekerheid en de realisatie van onze rechten."
(CONSEA, maart 2018).

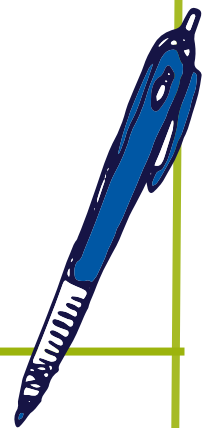
"Nós, defensoras e defensores do DHAA, estamos firmes, fortes e resilientes e não vamos nos render. Estamos presentes nas cidades, nos campos, nas florestas e nas águas, ocupando espaços institucionais e não institucionais e mobilizando a sociedade em prol da agenda de SAN e pela realização de direitos."



De Cerrado (Botanische tuin in Brasília)

³ Volledige analyse (in het Portugees) op de site van Fian Brasil: <http://fianbrasil.org.br/sociedade-civil-do-consea-analisa-programas-de-governo-dos-presidenciais/>

AGENDA



/01

4 janvier

Tax Justice Day

12 janvier

Manifestation pour la justice migratoire

12 janvier (à confirmer)

Rise for the climate

19 janvier

Journée débriefing et discussions sur les mobilisations climat organisée par le CNCD

21 janvier

Action dans le cadre d'une campagne sur les agrocarburants

/03

8 mars

Grève des femmes

Du 13 au 26 mars

Rencontres des acteurs de la transition en Belgique ICI Initiatives Citoyennes Innovantes

20 mars

Forum d'Agroecology in Action

/04

17 avril

Journée des luttes paysannes



Avec le soutien de :

This publication has been produced with the assistance of the European Union. The contents of this publication are the sole responsibility of FIAN Belgium and can in no way be taken to reflect the views of the European Union.

Périodique bimestriel | P302397 | Dépôt Ixelles - Flagey | Ne paraît pas en juillet et août
Maandelijks uitgave | P302397 | Deponering Elsene - Flagey | Verschijnt niet in juli en augustus
Zweimonatliche Zeitschrift | P302397 | Aufgabepostamt Ixelles - Flagey | Erscheint nicht im Juli und August

Éditeurs responsables :
Priscilla Claeys

Ont participé à ce numéro:
Jonathan Peuch, Anneleen Vos, Manuel Eggen,
Alice Thirion, Maud Hallin

 Fian Belgium
 @FIANbelgium
 FIANbelgium
 FIAN Belgium

FIAN Belgium
Rue van Elewycq, 35
1050 Bruxelles

www.fian.be
fian@fian.be

+32 2 640 84 17